

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEILLAGE DE SAINT MARTIN

Le Theil
27300 Saint-Martin-Du-Tilleul

Références : UBDEO.ERA.25.12.400.SB
Code AIOT : 0005801417

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement TEILLAGE DE SAINT MARTIN implanté 251 rue du puits 27300 Saint-Martin-du-Tilleul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEILLAGE DE SAINT MARTIN
- 251 rue du puits 27300 Saint-Martin-du-Tilleul
- Code AIOT : 0005801417
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Teillage de Saint-Martin est spécialisée dans les activités de teillage, culture, achat, vente, transformation et fabrication de tous produits du lin et dérivés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a indiqué avoir peu de relations avec la société voisine Ecotechnilin.

L'inspection recommande de créer une relation, ne serait-ce qu'en réalisant un exercice incendie en commun, du fait de la proximité des deux sites.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Capacité de teillage	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
2	Situation administrative au regard de la nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Bassin d'eau pluviale	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 4.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 7.5.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mise à jour des activités du site est nécessaire. L'exploitant devant remettre au premier trimestre 2026 un porter-à-connaissance sur un projet d'extension de son activité, il est tenu d'inclure dans ce dossier la mise à jour des activités actuelles de son site (en détaillant les impacts sur l'environnement et le risque).

De plus, il est tenu de maintenir en bon état son bassin d'eau pluviale dans un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de teillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de teillage
Prescription contrôlée : [...] La capacité de teillage de l'établissement est limitée à 15 000 t/an de lin en paille (75 t/j).
Constats : L'exploitant a remis le bilan sur 1 an (octobre 2024-septembre 2025) qui fait état de 15 052 t de lin

teillé.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il a pu dépasser la capacité imposée dans l'arrêté préfectoral sur d'autres années et qu'à cet effet il avait fourni un porter-à-connaissance en date du 27 février 2020 pour faire état du changement de la capacité de teillage qui est passée à 22 000 t. Néanmoins, l'inspection note que le niveau de détail du courrier est insuffisant pour l'instruire. En effet, il est rappelé à l'exploitant que l'article 1.7.1 de son arrêté préfectoral impose que "toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation".

L'exploitant a indiqué qu'il remettra à l'inspection un porter-à-connaissance concernant son projet d'extension de son activité. Il profitera de ce document pour faire une demande de mise à jour de son activité actuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de remettre son porter-à-connaissance incluant la mise à jour de son activité (et les impacts sur l'environnement et le risque qui sont associés) dans un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Situation administrative au regard de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Liste des ICPE

Prescription contrôlée :

Rubrique	Alinéa	A ,D, NC (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volumé autorisée	Unités du volume autorisé
1530	1	A	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux	Bâtiments de stockage: A: 500 t B: 380 t	Quantité stockée	> 20 000	m ³	32 780	m ³

			a u x combu stibles analog ues	t D: 210 t R: 520 t V: 450 t					
2310	-	A	Rouiss a g e (hors rouissa ge à terre) o u teillag e du lin, du chanvr e et autres plante s textile s	Teillag e de lin	-	-	-	-	-
1180	1	D	Utilisat ion de compo sants, appare ils et matéri e l s imprég n é s conten a n t p l u s de 30 l d e produi t s polych lorobi phényl e et	Transf ormat eur au pyralè n e (300 l)	-	-	-	-	-

			e et polychloroterphényl e						
98 bis	B	NC	Dépôt de matières usagées combustibles à base de caoutchouc	Stockage de pneus	Quantité entposée	Q < 30	m ³	Q < 10	m ³
1220	-	NC	Emploi ou stockage de l'oxygène	Stockage de 2 bouteilles (130 kg maximum)	Quantité totale susceptible d'être présente	Q < 2	t	0,13	t
1418	-	NC	Emploi ou stockage de l'acétylène	Stockage d'une bouteille (80 kg maximum)	Quantité totale susceptible d'être présente	Q < 100	kg	Q < 80	kg
1432	2	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquide	3 cuves enterrées simples enveloppes de FOD (2	Capacité équivalente totale	Q < 10	m ³	6,2	m ³

			liquides inflammables	FOD (2 de 10 m ³ et une de 3 m ³) 1 cuve enterrée avec simple enveloppe de gasoil de 8 m ³ .					
1434	1	NC	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	2 postes de FOD et gasoil de 0,8 m ³ / h et de 2 , 5 m ³ / h	Débit maximum équivalent	D < 1	m ³ /h	0,66	m ³ /h
2160	1	NC	Silos et installations de stockage de céréales , grains, produits alimentaires ou tous	Stockage de graminées en bacs aciers de 2 m ³	Volum e total de stockage	V < 5 0 0 0	m ³	90	m ³

			tous produits dégageant des poussières inflammables						
2260	-	NC	Broyage, concassage, ... de substances végétales et de tous produits organiques naturels	Broyeurs de la ligne de teillage	Puissance installée de l'ensemble des machines	$P < 100$	kW	30	kW
2663	1	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse unitaire est composée de	Stockage d'emballages neufs dans le bâtiment P	Volum susceptible d'être stocké	$V < 200$	m ³	90	m ³

			sée de polymères						
2910	A	NC	Combustion	1 chaudière F O D pour le chauffage des locaux	Puissance thermique maximale	$P < 2$	MW	46	kW
2920	2	NC	Installation de réfrigération, compression utilisant ou comprenant des fluides non inflammables ni toxiques	2 compresseurs de 11 kW	Puissance absorbée	$P < 50$	kW	22	kW
2930	1	NC	Atelier de réparation et d'entretien des véhicules et engins à moteur	Atelier	Surface de l'atelier	$S < 2000$	m ²	450	m ²

			moteu r						
--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--

(*) A - autorisation ou D - déclaration ou NC - non classé
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'article ne correspondait plus à l'activité actuelle du site :

- 1180 : activité démantelée ;
- 1530 : le hangar B permet maintenant de stocker 800 tonnes de lin.

À cet effet, l'exploitant indique avoir fourni un porter-à-connaissance en date du 27 février 2020 pour faire état du changement sur le hangar B. Néanmoins, l'inspection note que le niveau de détail du courrier est insuffisant pour l'instruire. En effet, il est rappelé à l'exploitant que l'article 1.7.1 de son arrêté préfectoral impose que "toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de remettre son porter-à-connaissance incluant la mise à jour de son activité (et les impacts sur l'environnement et le risque qui sont associés) dans un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Bassin d'eau pluviale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et conduite des installations de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement des eaux (système d'assainissement individuel, séparateur d'hydrocarbures, canalisations, avaloirs, bassins...) sont inspectées, nettoyées et vidangées autant que de besoin afin d'éviter notamment leur obstruction et de garantir leur bon fonctionnement et <u>au minimum une fois par an</u>. Un contrôle visuel sera réalisé <u>au moins une fois par mois</u>.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un bassin d'eau pluviale servant également aux eaux pluviales du site voisin Ecotechnilin (convention entre les deux exploitants). De la végétation est visible aux abords du bassin et descendant dans l'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu d'entretenir son bassin conformément à son arrêté préfectoral. Il le remettra dans un état conforme dans un délai de 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Ressources en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 7.5.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réserves et poteaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum un des deux moyens suivants. Les justificatifs de la mise en place de ces dispositions devront être fournis à l'inspection des installations classées <u>dans un délai de 3 mois</u> à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p><u>7.5.3.1.1 Réserve d'eau</u></p> <p>Une réserve d'eau d'au moins 330 m³ présentant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 plates-formes d'utilisation offrant chacune une superficie de 32 m² (8x4) afin d'assurer la mise en œuvre aisée de 3 engins de sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à ces plates-formes doit être assuré par deux voies engin carrossables de 3 mètres de large, stationnement exclu. • ce point d'eau doit être accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès. • il doit être signalé et curé périodiquement • la hauteur d'aspiration doit être inférieure à 6 mètres • le volume d'eau contenu dans cette réserve doit rester constant en toute saison. • les eaux alimentant la réserve ne doivent contenir aucun produit polluant, toxique ou inflammable <p>La réserve d'eau, identifiée n°4, de 450 m³ présente sur le site de la société TEILLAGE DE SAINT MARTIN peut être considérée comme moyen d'intervention si elle respecte les caractéristiques précédentes.</p> <p><u>7.5.3.1.2 Poteaux d'incendie</u></p>

En cas d'impossibilité d'utiliser la réserve d'eau susmentionnée, l'exploitant doit disposer de :

- 2 poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NFS.61.213) piqués sur une canalisation assurant un débit unitaire minimum de 1000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS.62.200) dont un placé à moins de 200 mètres des bâtiments par les chemins praticables. Ces hydrants doivent être implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci et être accessible en toute circonstance.

Un débit total simultané de 120 m³/heure disponible pendant deux heures doit être assuré.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'une réserve de 450 m³. Néanmoins son accessibilité apparaît compliqué et son état visuel est dégradé (vase sur toute la surface de l'eau, végétation abondante autour et dans la réserve), ce qui empêche de penser qu'elle soit utilisable en cas d'incendie.

L'exploitant ne dispose pas de poteaux incendie ou n'a pas connaissance de poteaux incendie de la commune à utiliser en cas de sinistre, néanmoins, il dispose de 2 réserves non inscrites dans son arrêté préfectoral. Ces réserves font 500 m³ et 120 m³ et peuvent être raccordées si besoin.

Ces réserves permettent de répondre aux besoins du site (tels que présentés dans son arrêté préfectoral). Néanmoins il est nécessaire de mettre à jour la situation du site. De plus, dans le cadre du projet d'extension de son activité, l'exploitant est invité à réfléchir au nouveau dimensionnement de ses besoins en eau qui pourraient nécessiter une réserve supplémentaire. À cet effet, l'exploitant ne souhaite pas réutiliser la réserve de 450 m³ (qui par ailleurs pourraient être dans les flux thermiques des phénomènes d'incendie), mais en créer une nouvelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de remettre son porter-à-connaissance incluant la mise à jour de son activité (et les impacts sur l'environnement et le risque qui sont associés) dans un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois